

UNION Les socialistes français viennent de se joindre au débat sur les finalités et les institutions européennes qui a été relancé après le sommet de Nice et les critiques

adressées à la présidence française de l'UE. ● LES AMIS de Lionel Jospin défrichent le terrain pour l'intervention que celui-ci devrait prononcer sur l'Europe après les municipales.

Le premier ministre prendra position sur l'approfondissement de l'intégration proposée par Berlin. ● VALÉRY GISCARD D'ESTAING, dans un entretien accordé au *Monde*, affirme qu'il

« n'y a pas actuellement d'intimité franco-allemande parce qu'il n'y a pas convergence d'objectifs », même s'il est normal « qu'il y ait des moments plus chaleureux que

d'autres. » ● L'IMMIGRATION clandestine et les problèmes de défense sont au centre du sommet franco-britannique qui s'est ouvert, vendredi 9 février, à Cahors.

Les socialistes français entrent dans le débat sur l'avenir de l'Europe

Lionel Jospin rompra, après les élections municipales, la discrétion qu'il s'était imposée jusqu'au sommet de Nice.

Les relations franco-allemandes et l'élaboration de la Constitution d'une Union européenne élargie sont les deux principaux sujets de réflexion

ROMPANT le silence, les socialistes français rentrent dans le débat européen. En attendant que le premier ministre, Lionel Jospin, s'exprime lui-même après les élections municipales, plusieurs de ses proches au sein du PS, cosignataires en novembre 2000 d'une motion défendant l'idée d'une Constitution et d'une avant-garde européennes, ont pris l'initiative d'occuper le terrain.

Deux jours après que le président Chirac eut, dans *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, affirmé la nécessité d'un « grand débat » sur l'Europe pour répondre à l'Allemagne, ils ont tenu, mercredi 7 février, dans les locaux de l'Assemblée nationale à Paris, sous la bannière du club Socialisme et démocratie, un colloque de défrichage.

Agacés par les critiques sur les résultats du Conseil européen de Nice et par les pressions de l'Allemagne – au ministère des affaires étrangères, on parle de « harcèlement » – en faveur d'une plus grande intégration européenne, les dirigeants français avaient donné le sentiment d'être tétanisés. L'invitation lancée par le chancelier Schröder, le 19 janvier, pour que Paris se joigne à Berlin afin de relancer au plus vite, ensemble, le projet

européen, avait été reçue avec méfiance. Il aura fallu le dîner de Blaesheim qui a réuni, le 31 janvier, Jacques Chirac, Lionel Jospin, Gerhard Schröder et leurs ministres des affaires étrangères, pour entendre une tonalité moins négative. Affirmant « l'égalité de droits et de devoirs » entre les deux pays, le président de la République s'est évalué d'une « vision commune ».

REPRENDRE L'INITIATIVE

Le silence de Paris aux propositions allemandes avait suscité en France même de nombreuses réactions d'incompréhension. Allait-on – comme en 1994 lorsque la CDU avait proposé d'accélérer l'intégration politique d'un noyau dur européen – refuser la discussion ? Un tel refus aurait été en contradiction avec le discours prononcé en juin 2000 devant le Bundestag par Jacques Chirac lui-même.

Le président avait accepté le débat sur l'appel lancé, quelques semaines plus tôt, par le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, sur les perspectives fédérales de l'Europe. A gauche aussi, les réflexions sur le modèle européen n'étaient pas totalement absentes ; Jacques Delors, avec sa proposition de fédération d'Etats-

nations, a fortement influencé M. Fischer.

En attendant d'entrer personnellement dans l'arène, Lionel Jospin a donc laissé à son ministre des affaires européennes, Pierre Moscovici, le soin de planter le décor. A Aix-la-Chapelle, le 27 janvier, puis à Ludwigsburg, le 1^{er} février, M. Moscovici a rappelé l'attachement des socialistes français au projet de Constitution européenne et souhaité qu'on renforce les trois grandes composantes des institutions (Conseil, Parlement et Commission) de manière à doter l'Union d'une véritable

capacité à se gouverner démocratiquement. La direction du Parti socialiste n'est pas non plus en reste en tentant de renouer, avec le Parti social-démocrate allemand, une relation dégradée. François Hollande, qui s'est rendu jeudi 8 février à Berlin pour une rencontre entre les deux partis, a été longuement reçu par le chancelier.

A un an des élections présidentielles et législatives, la direction du PS semble désormais convaincue qu'il ne lui faut pas laisser la droite monopoliser le débat sur l'Europe. Tout juste promu ministre délégué

à son retour du Kosovo, Bernard Kouchner s'en est pris vivement à la gauche, lors du colloque de l'Assemblée, pour avoir « manqué » l'occasion de répondre à M. Fischer : « Les Allemands nous ont tendu une perche : on n'était pas forcé d'être d'accord, mais il fallait y répondre à notre manière », a-t-il dit.

Tous les intervenants ont insisté sur l'importance de reprendre l'initiative. « Nous sommes arrivés à un moment butoir où des choix doivent être opérés sur la manière de réaliser le projet européen », a renchéri la députée Marissol Touraine, tandis que Pascal Lamy, le commissaire européen, invitait la France – et en particulier les socialistes – à « retrouver une visibilité, un vrai profil politique » afin de promouvoir un modèle européen dans la mondialisation.

« TROISIÈME VOIE »

Michel Rocard a annoncé qu'avec une quarantaine d'euro-parlementaires il préparait dans la perspective du congrès des socialistes européens, en mai, à Berlin, une plate-forme « pour un nouveau fédéralisme européen ». Autre intervenant de marque, Dominique Strauss-Kahn, l'ancien ministre des

finances, a plaidé pour la constitution d'une avant-garde qui, selon le périmètre de l'euro-zone, mène une politique économique commune sans laquelle la monnaie unique ne saurait réussir. « Il faut prendre les Allemands au mot », a dit l'ancien ministre des finances.

Après le ministre de la défense, Alain Richard, Pierre Moscovici a insisté sur les limites de la méthode intergouvernementale et la nécessité d'une vaste discussion dépassant les gouvernements et les experts. Il a invité les socialistes à « entrer résolument dans ce débat ». « Le temps est venu d'affirmer notre projet, de dévoiler les contradictions, voire les oppositions que dissimulent parfois les mêmes mots, par exemple la Constitution européenne », en se félicitant que les élections de 2002 permettent de porter la question européenne sur la place publique.

Ironisant sur « le supposé silence de Lionel Jospin », M. Moscovici a confirmé que le moment viendrait pour celui-ci de s'exprimer « après les municipales ». Il a suggéré une « troisième voie » entre l'intégration européenne totale et un recours aux méthodes purement intergouvernementales.

Henri de Bresson

Britanniques et Français en sommet à Cahors

Tony Blair et plusieurs de ses ministres étaient attendus vendredi 9 février à Cahors pour un sommet franco-britannique. A quelques mois des élections générales que le premier ministre du Royaume-Uni doit convoquer, probablement pour le mois de mai, le principal sujet de préoccupation de Londres dans ces discussions est la question de l'arrivée croissante sur son territoire d'immigrés illégaux transitant par le continent, et notamment la France, pour franchir la Manche (*Le Monde* du 9 février). Les Français sont d'accord pour mettre sur place une « commission trans-Manche » qui puisse coordonner les mesures à envisager (lire aussi page 12). L'agenda européen fera l'objet d'un échange de vues général, notamment en matière de défense. La préparation des nouvelles négociations prévues sur l'architecture européenne, qui dominent actuellement l'agenda franco-allemand, devait également être évoquée, mais il est clair que le calendrier électoral britannique ne prête guère à beaucoup d'initiatives de Londres.